



Planification agricole

Agglomération de Delémont

Diagnostic agricole et effets du PDR et PA3

Contact : Ruralis Sàrl | La Grisatte 3, 2825 Courchapoix
T : 021 703 02 61 | **M :** 079 283 26 24
E : catherine.bertone@ruralis.ch | **W :** www.ruralis.ch

Table des matières

1	INTRODUCTION	3
1.1	Planification agricole	3
2	DIAGNOSTIC AGRICOLE	4
2.1.1	Périmètre d'étude	4
2.1.2	Agriculture dans le périmètre	6
2.2	Exploitation agricole type de l'Agglomération	8
2.2.1	Surface agricole utile (SAU)*	8
2.2.2	Cheptel	10
2.3	Evolution de l'agriculture de l'Agglomération	11
2.3.1	Exploitations agricoles	11
2.3.2	Affectations de la SAU*	12
2.3.3	Évolution du cheptel	12
2.3.4	Emplois dans l'agriculture	13
2.3.5	Programmes de Politique Agricole	13
2.4	SAU et autres activités territoriales	13
2.4.1	SAU et itinéraires touristiques	14
2.4.2	SAU et hydrologie	14
2.4.3	SAU et paysage	14
3	EFFETS DU PA3 ET DU PDR	18
3.1	Le paysage agricole	18
3.1.1	Qualité de vie	18
3.1.2	Attractivité touristique	19
3.1.3	L'environnement	19
3.2	La préservation des terres agricoles	19
3.3	Les conflits d'usage	20
3.3.1	Mobilité douce en SAU	21
3.3.2	Emprises du projet d'agglo sur la SAU	22
3.3.3	Les effets positifs du projet d'agglo	25

1 Introduction

1.1 Planification agricole

L'agriculture a joué et joue toujours un rôle majeur dans le développement territorial de l'Agglomération de Delémont. Elle a façonné le paysage et a contribué à la formation de cette image de Ville à la campagne.

Cette proximité immédiate entre les surfaces urbanisées et les terres agricoles de qualité constitue un des atouts majeurs reconnus par le Plan directeur régional (PDR, urbaplan décembre 2015¹) et le Projet d'Agglomération de 3^e génération (PA3, urbaplan décembre 2016). La préservation à long terme de ces caractéristiques représente ainsi un enjeu fondamental pour le développement de l'Agglomération.

La coexistence des multiples activités et intérêts en présence dans l'espace rural doit être questionnée et une évaluation des conséquences pour l'agriculture réalisée afin de planifier la « campagne d'agglomération » en lien avec la fiche 3.85 du PA3.

Pour mener à bien ce travail, l'Agglomération de Delémont et le Service de l'Economie Rurale du Canton du Jura (ECR) ont décidé de conduire une démarche de planification agricole au niveau territorial. Cette planification devra permettre d'élaborer une vision de l'agriculture et de sa coordination avec l'urbanisation de la région et de son système de transport. Elle est basée sur une démarche participative avec les différents acteurs de l'Agglomération. Les objectifs du mandat sont :

- Établir un état des lieux de l'agriculture de l'agglomération de Delémont ;
- Réaliser une évaluation des impacts du PDR et PA3 sur l'agriculture ;
- Au moyen de l'outil « planification agricole », élaborer une vision de l'agriculture de la région qui permettra de déterminer les objectifs à long terme concernant l'agriculture et ses liens avec les autres secteurs/acteurs du territoire.

Le mandat confié au bureau Ruralis sàrl début 2018 est placé sous le suivi d'un Bureau composé d'un représentant de l'ECR, d'un représentant du SDT, d'un représentant de l'Agglomération de Delémont, ainsi que d'un à deux membres de la Commission d'aménagement et de l'énergie.

Le déroulement du mandat est prévu en 3 phases :

1. Phase d'analyse
2. Phase participative (4 ateliers) avec les acteurs principaux pour l'élaboration d'une vision et d'objectifs communs.
3. Phase de synthèse et de proposition de mesures

Le présent document synthétise les informations de la **phase d'analyse**.

Cette phase vise à établir un diagnostic de la situation actuelle de l'agriculture et de l'espace rural du périmètre de l'Agglomération. Ce diagnostic permet de définir la situation actuelle à partir de laquelle se construira la vision d'avenir. Il vise à identifier la situation agricole (diagnostic agricole) et à la mettre en relation avec le PA3 et le PDR.

¹ Le PDR dans sa version de septembre 2017 est considéré pour certains aspects notifiés dans le texte

2 Diagnostic agricole

Le diagnostic agricole a été établi sur la base des données suivantes :

- données statistiques de l'OFS, 2010 à 2016 ;
- données issues des paiements directs (système acorda), 2010 à 2017 ;
- données géoréférencées issues des paiements directs (système acorda), 2017.

Il a été complété par des entretiens spécifiques avec des acteurs clés représentants du périmètre de l'Agglomération et des thématiques clés (agriculture, environnement, territoire, politique, etc.).

L'évaluation du PA3 et du PDR sur l'agriculture a été réalisée sur la base des rapports du PA3 et du PDR et des entretiens conduits. La méthodologie initialement prévue, visant à une analyse cartographique de ces planifications n'a, à ce jour, pas pu être réalisée, les données n'étant pas encore à disposition.

2.1.1 Périmètre d'étude

Le périmètre étudié concerne les 11 communes suivantes : Châtillon, Courrendlin, Courroux, Courtételle, Delémont, Develier, Rebeuvelier, Rossemaison, Soyhières, Vellerat et Val Terbi.

Il s'agit d'un périmètre comprenant une partie de la vallée de Delémont, soit majoritairement une situation de plaine avec certains reliefs des plis du Jura majoritairement boisés. Trois cours d'eau principaux structurent ce périmètre : la Scheulte, la Birse et la Sorne, qui traversent la vallée du nord au sud et d'est en ouest, et le long desquelles se sont développées la majorité des localités.

Le périmètre concerne un bassin de population de 28'043 personnes (décembre 2017) pour environ 13'700 emplois (en 2015) et une surface totale de plus de 15'000 ha (en incluant Corban).²

L'exploitation agricole ne se limite pas au périmètre d'une commune ni d'un canton. Les exploitations, dont le centre d'exploitation se situe sur une commune, peuvent cultiver des parcelles plus ou moins éloignées, dans une ou plusieurs communes. Afin de tester la représentativité du périmètre d'un point de vue agricole, la « perméabilité » du périmètre a été testée, soit les parcelles exploitées par des entreprises agricoles situées à l'intérieur du périmètre, et inversement, les parcelles situées à l'intérieur du périmètre par des entreprises situées à l'extérieur.

Sur la base des résultats obtenus (voir Figure 1), il a été constaté que le périmètre peut être considéré comme cohérent. Cela s'explique probablement par des raisons géographiques (barrières montagneuses en bordure du périmètre et limites cantonales), ainsi que par la contrainte de la loi sur le droit foncier rural qui interdit l'acquisition d'une parcelle à plus de 6 km de son centre d'exploitation.

² Données issues de la statistique publique jurassienne

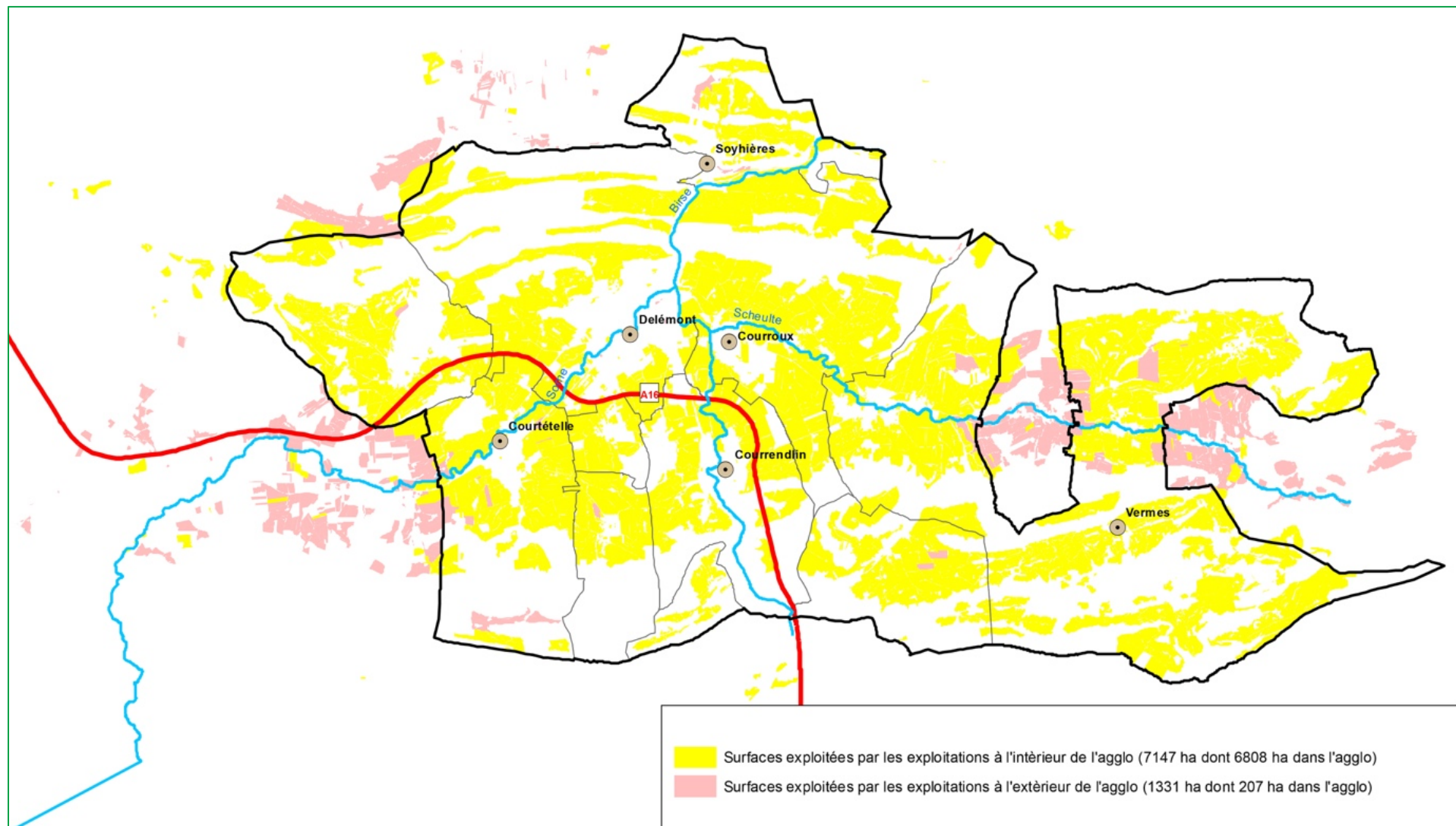


Figure 1. Périmètre d'étude et « perméabilité » des exploitations agricoles (source : géoréférencement, paiements directs 2017)

2.1.2 Agriculture dans le périmètre

En 2017, 171 exploitations agricoles³ ont leur siège d'exploitation dans une des communes de l'Agglomération et 206 exploitations exploitent au moins une parcelle dans le périmètre de l'Agglomération.

Le taux de participation aux prestations écologiques requises (PER)*- exigence pour toucher les paiements directs- était déjà très élevé en 2000 (> 96 %) pour atteindre près de 100% par la suite. Ceci s'explique par le fait que la majorité des exploitations agricoles sont tributaires des paiements directs pour assurer la survie économique de leur entreprise.

Les orientations de la politique agricole de la Confédération ont dès lors une influence déterminante sur les exploitations et leurs orientations stratégiques et donc sur l'espace rural de l'Agglomération.

Seule une faible surface agricole de l'agglomération de Delémont est exploitée par des agriculteurs dont le centre d'exploitation se situe en dehors de ce périmètre. En 2017, cela représentait environ 200 ha, soit près de 3 % de la surface agricole de l'Agglomération. Si on considère l'évolution de ce pourcentage, on constate une stabilité entre 2010 et 2017 (voir annexes).

À l'inverse, les agriculteurs de l'agglomération de Delémont exploitent peu de terres agricoles en dehors du périmètre étudié. En 2017, cela représentait près de 300 ha, (4,5 % de la surface exploitée dans l'Agglomération). Sur la base de la SAU, ce pourcentage est tendanciellement à la hausse depuis 2000 (voir annexes). Cette tendance peut probablement s'expliquer par la pression foncière subie dans ce secteur et la recherche de terrains en compensation à l'extérieur du périmètre étudié.

La surface agricole exploitée au sein du périmètre de l'Agglomération concerne plus de 7'000 ha, dont près de **6'800 ha** de surface agricole utile (SAU)⁴, soit **35 % du territoire de l'Agglomération** et près de **17 % de la SAU du Canton du Jura**. Le solde des surfaces sont affectées à l'urbanisation, dédiées aux espaces naturels ou vouées aux eaux, aux surfaces forestières, etc.

La Figure 2 présente les différents types de cultures (état 2017). On remarque en particulier la présence des herbages permanents en périphérie et les terres ouvertes et herbages temporaires situés sur les terres les plus fertiles et planes qui sont aussi les zones les plus peuplées.

³ Seules sont considérées les exploitations reconnues au sens de l'OTerm (source : données paiements directs 2017).

⁴ La surface agricole utile, abrégée SAU, représente la superficie d'une exploitation agricole qui est affectée à la production végétale, à l'exclusion des surfaces d'estivage [OTerm, art. 14].

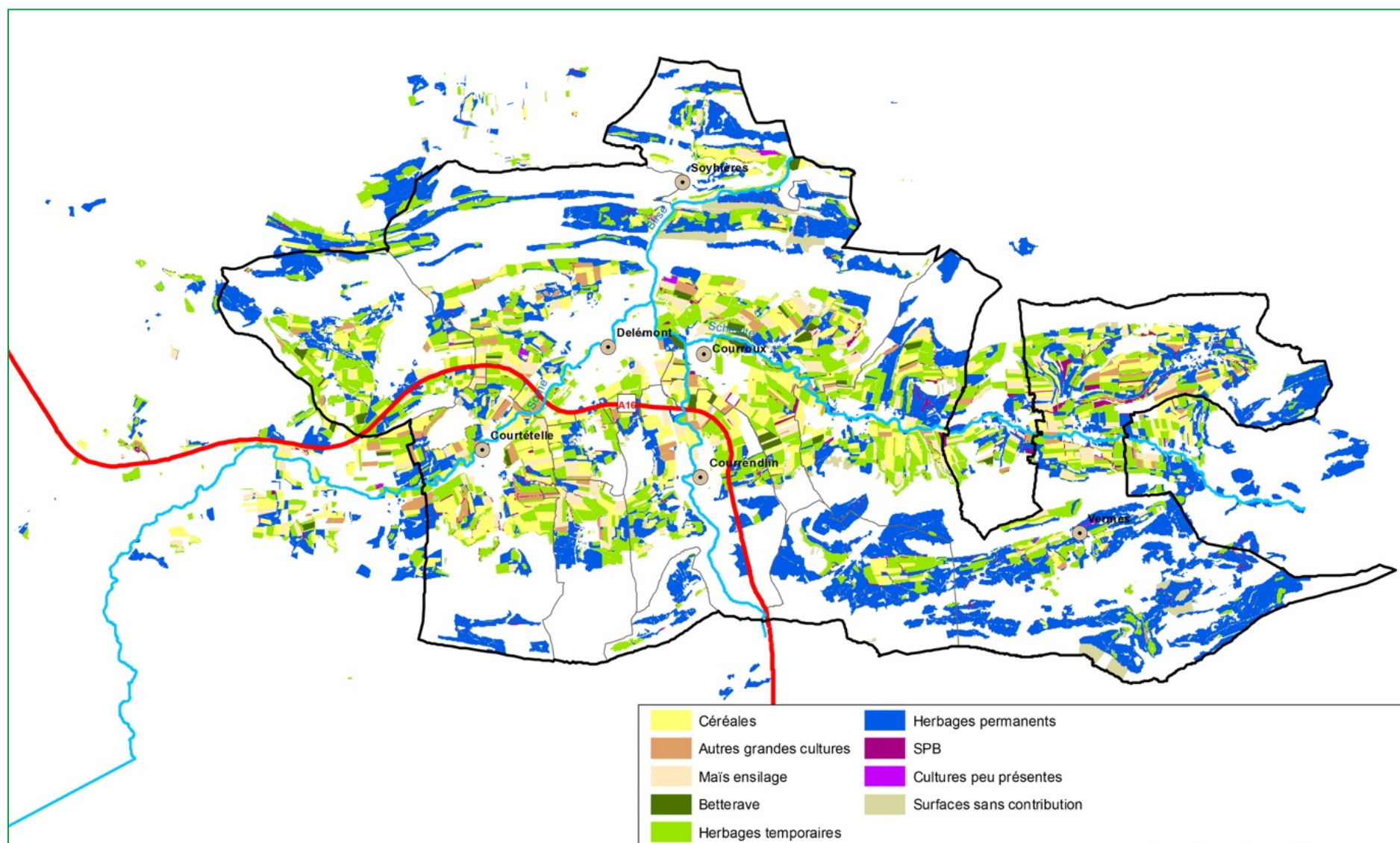


Figure 2. Types de cultures en 2017 *(source : géoréférencement, paiements directs 2017)*

Le périmètre est constitué de près de 3'800 ha de surfaces d'assolements (SDA)* de type 1 et 2 et de 33 ha de surfaces d'assolement de type 3 (ne compte pas dans le quota). Les surfaces d'assolement répertoriées sur tout le canton totalisent 15'080 ha⁵. La part de SDA situées dans le périmètre de l'Agglomération est donc proportionnellement importante puisqu'elle concerne **25 % du quota** du Canton. Or, ce périmètre est plus densément urbanisé que le reste du Canton et subit donc également proportionnellement plus de pression urbaine sur les terres agricoles pour des projets d'expansion urbaine (principalement destinées aux logements, aux zones d'activité ou aux transports). Le PA3 prévoit d'y accueillir 60 % de la croissance démographique cantonale prévue à l'horizon 2030.

2.2 Exploitation agricole type de l'Agglomération

2.2.1 Surface agricole utile (SAU)*

La SAU moyenne des exploitations situées dans le périmètre de l'agglomération de Delémont s'élève à près de **41 ha** en 2017.

Les exploitations de l'agglomération de Delémont se trouvent tout à fait dans la moyenne cantonale⁶ qui est la plus élevée de Suisse. La moyenne nationale se situe quant à elle à près de 20 ha⁷. Ceci s'explique par des exploitations bénéficiant de bonnes structures foncières (remaniements fonciers réalisés), d'un périmètre majoritairement situé en zone de plaine et de type de culture orientées sur des polycultures et de l'élevage (peu de cultures spéciales).

En 2017, plus des deux tiers (69 %) de la SAU sont affectés à des **herbages** et 22 % des exploitations pratiquent **l'agriculture biologique**, ce qui est largement supérieur à la moyenne nationale se situant à environ 13 %⁸.

Outre les herbages, l'affectation de la SAU est prédominée par les céréales (16 %), suivies du maïs d'ensilage (8 %). Les cultures spéciales (maraîchage, arboriculture, viticulture) sont sous-représentées avec moins de 0.1 % de la SAU.

⁵ Les SDA sont en cours de réévaluation. Les outils de relevé plus précis ont permis d'enregistrer environ 16'000 ha de SDA en 2018.

⁶ Agristat 2015, USP : la SAU moyenne par exploitation du Jura est de 39.4 ha.

⁷ Statistique de poche 2015, OFS, p.9 la moyenne suisse de SAU par exploitation en 2013 de 19 ha.

⁸ Source : conférence de presse Bio Suisse avril 2016.

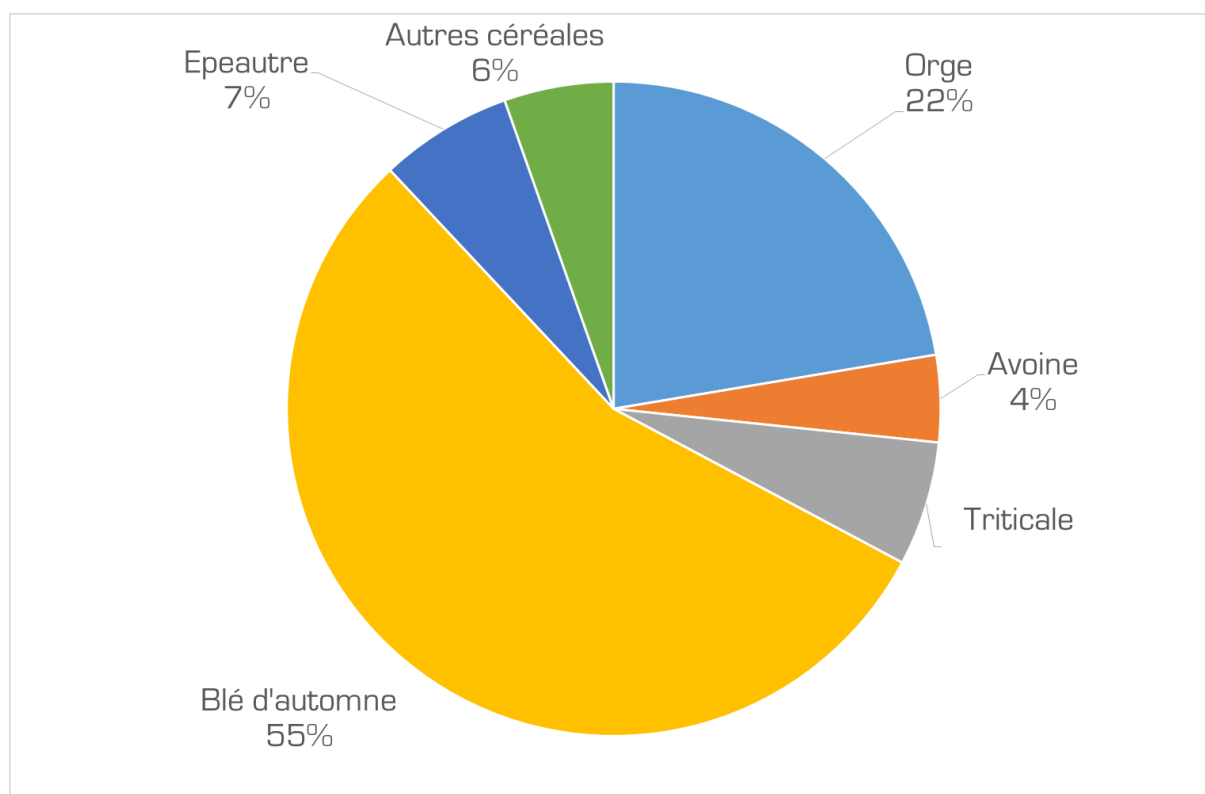
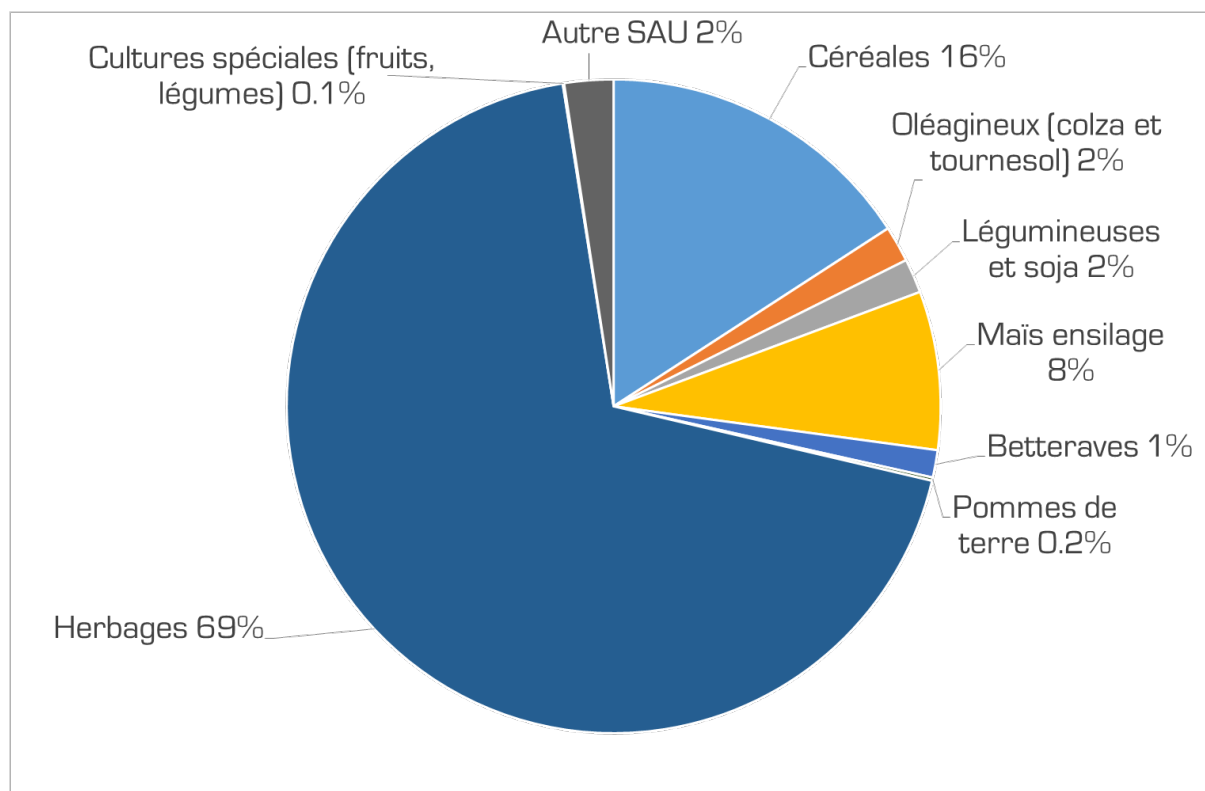


Figure 3. Affectation de la SAU (en haut) et répartition des cultures de céréales (en bas) en 2017 [source : paiements directs 2017]

2.2.2 Cheptel

En 2017 dans l'agglomération de Delémont, le cheptel s'élève à plus de 7'100 unités gros bétail (UGB)* dont **plus de 80 % sont des bovins** dont environ 2/3 de bovins laitiers⁹.

Les effectifs d'équidés, d'ovins, de caprins, de porcs et de volailles sont également élevés mais en proportion largement plus faible.

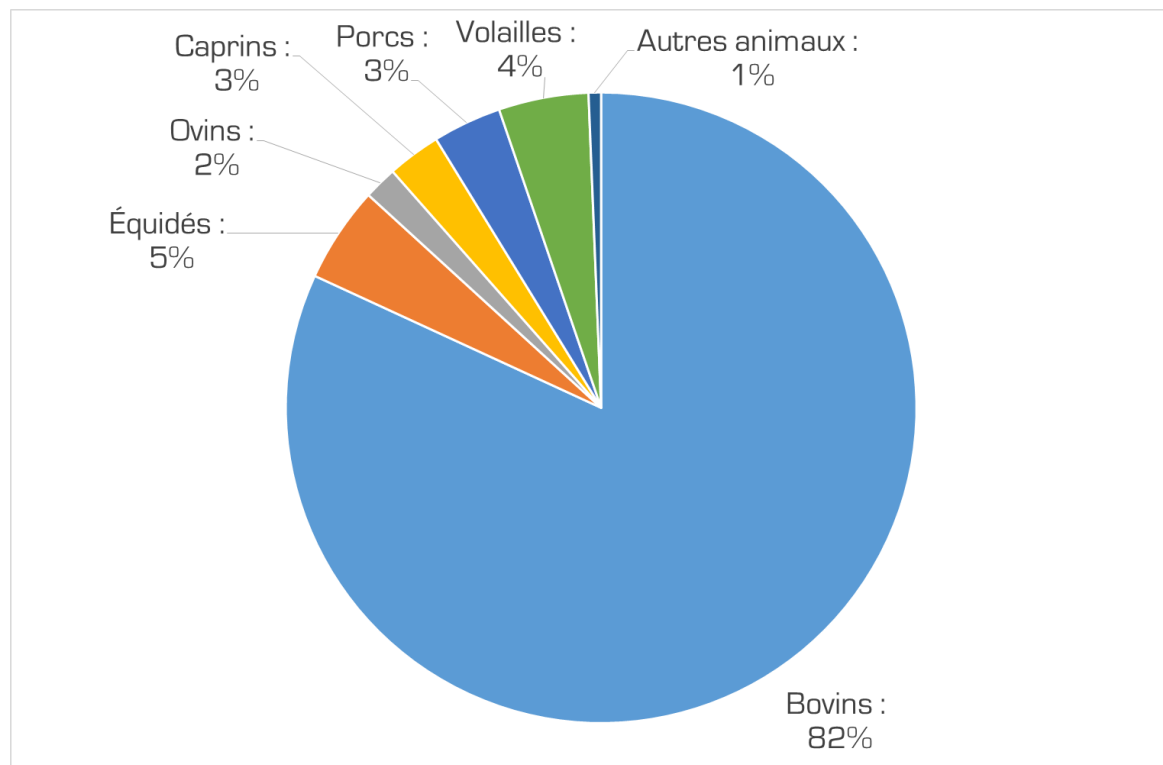


Figure 4. Composition du cheptel (en % d'UGB) en 2017 (source : paiements directs 2017)

Tant la surface cultivée que le cheptel indiquent que l'agriculture au sein de l'agglomération de Delémont est **fortement axée sur la valorisation des herbages par l'élevage bovin**. Si on considère les surfaces herbagères ainsi que les cultures dédiées à l'affouragement (maïs d'ensilage et céréales fourragères), on constate que **plus de 80 % de la surface de l'Agglomération est affectée à l'alimentation animale**. Ceci est en accord avec les caractéristiques géographiques et agronomiques de cette région de plaine, composées de bonnes terres, mais d'un climat plus humide et plus frais que le Plateau suisse et d'une topographie vallonnée.

⁹ En considérant les effectifs de vaches adultes.

2.3 Evolution de l'agriculture de l'Agglomération

2.3.1 Exploitations agricoles

Entre 2000 et 2017, le **nombre d'exploitations a diminué de près de 18 %**, tandis que le nombre d'exploitations bio a plus que triplé durant la même période.

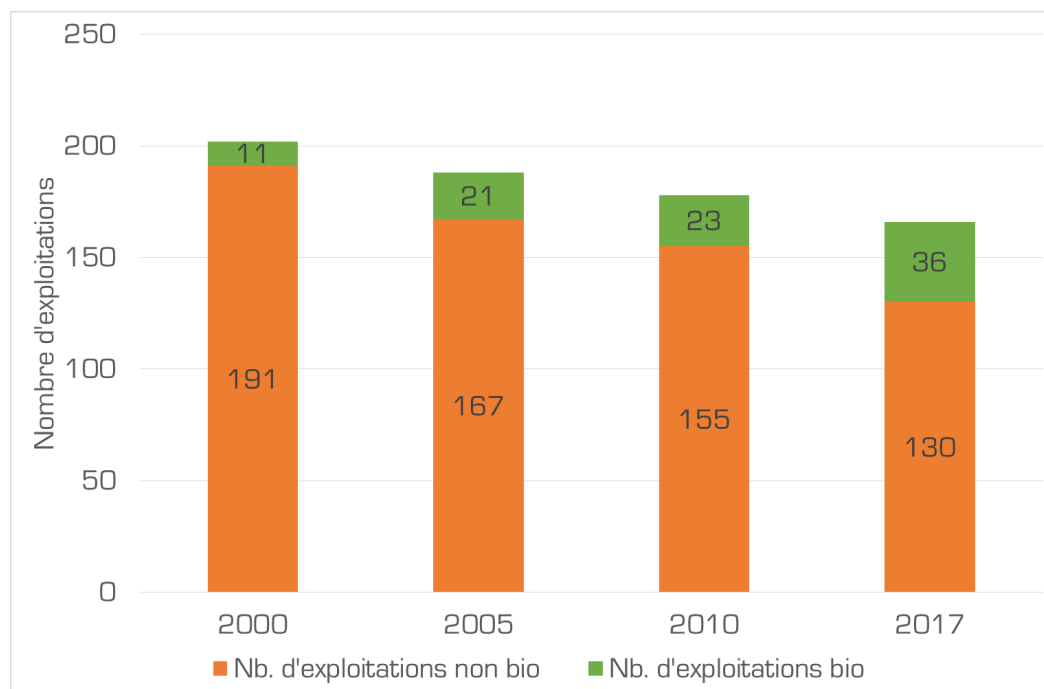


Figure 5. Evolution du nombre d'exploitation et de la part d'exploitation bio

(source : paiements directs 2000- 2017)

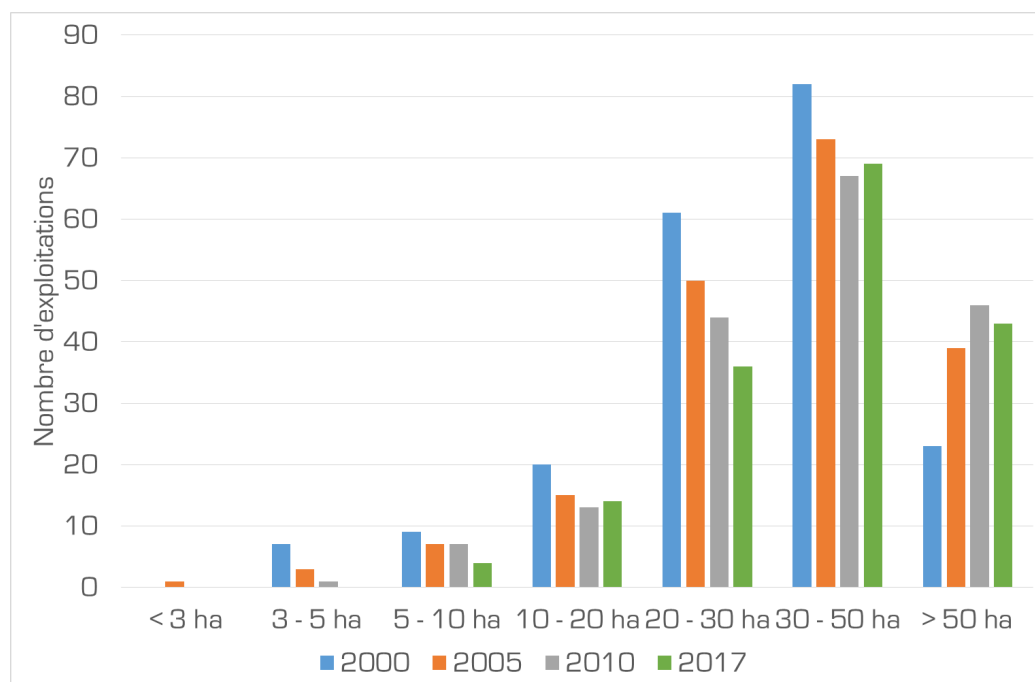


Figure 6. Evolution du nombre d'exploitation par classe de grandeur (source : paiements directs 2000- 2017)

On constate tendanciuellement une concentration des exploitations avec des exploitations qui s'agrandissent et une diminution totale du nombre d'exploitation. Cette évolution est due aux conditions cadres d'accroissement de la concurrence et de recherche de gains d'échelle par les entreprises. La hausse de la part des exploitations bio correspond probablement à une recherche d'alternatives de débouchés, de prix plus élevés et plus stables pour des filières nationales.

2.3.2 Affectations de la SAU*

La surface de terres ouvertes a diminué entre 2010 et 2016, tandis que la surface herbagère a augmenté. Les effets de la politique agricole, notamment les baisses de soutien au marché ainsi que la hausse du cheptel herbivore (voir chap. 0) expliquent cette évolution.

Parmi les grandes cultures, entre 2010 et 2017, on observe une forte diminution des surfaces de **céréales (- 54 %)**, ainsi que des cultures de pommes de terre (- 50 %), tandis que certaines surfaces augmentent (colza (+ 54 %), légumineuses et soja) mais restent mineures en considérant leurs surfaces absolues.

Dans le périmètre de l'Agglomération, comme dans le canton en général, la part de surfaces affectées à des surfaces de promotion de la biodiversité* est nettement supérieure au minimum requis (7 %) et a augmenté entre 2000 et 2017. Il s'élève à plus de **11 % en 2017**, soit atteint l'objectif écologique national alors que la moyenne pour des zones de plaine ou de colline au niveau suisse se situe à 5-6 % (Rapport agricole, OFAG, 2017).

2.3.3 Évolution du cheptel

Entre 2000 et 2017, le cheptel détenu dans l'Agglomération a augmenté de 13 % (passant d'environ 6'300 UGB à plus de 7'100 UGB). Or plus de 70 % de cette hausse concerne les bovins. Cela confirme la tendance d'une concentration des types de production et d'une intensification des exploitations agricoles, les bovins représentant déjà plus de 80 % du cheptel détenu.

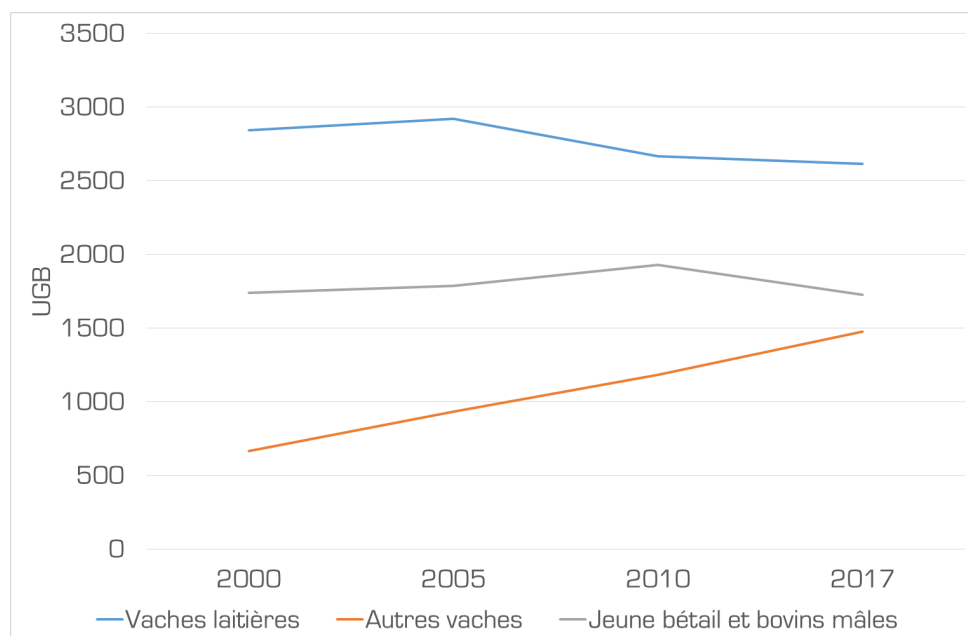


Figure 7. Evolution des types de bovins [source : paiements directs 2000-2017]

Tendanciuellement, l'effectif de vaches laitières a connu une diminution au profit de bovins destinés à la production de viande. Considérant que le nombre d'exploitations détenant du bétail laitier a diminué

plus rapidement il apparaît une concentration de la production laitière vers certaines exploitations (augmentation du troupeau) une part des exploitations ayant abandonné la production laitière durant cette même période. Les bas prix du lait (crise du lait) ainsi que la politique agricole 2014-2017, abandonnant les contributions pour les animaux consommant du fourrage grossier, ont probablement doublé influencé cette évolution.

On constate le même phénomène de concentration pour les porcs et les chèvres avec une tendance à la concentration et à l'augmentation des effectifs par exploitation.

2.3.4 Emplois dans l'agriculture

Les emplois totaux dans l'agriculture n'ont cessé de diminuer entre 2000 et 2017 (- 19 %), tant parmi les hommes que parmi les femmes. Ils représentent environ 3.5 % des emplois directs de l'Agglomération, ce qui correspond globalement à la moyenne nationale¹⁰.

La main d'œuvre familiale représente la part très majoritaire (environ 80 à 85 %) des emplois totaux.

2.3.5 Programmes de Politique Agricole

La Confédération soutient les prestations d'intérêt général par le biais des paiements directs puis des accès volontaires sont proposés à différents programmes : bien-être des animaux (SST et SRPA), qualité du paysage, réseaux agro-environnementaux, productions céréalières et oléagineuses EXTENSO sans pesticides – hormis les herbicides.

Tableau 1. Taux de participation à différents programmes proposés par la Confédération [source : paiements directs 2000 à 2017]

Année	Extenso	Réseau	Qualité 2	Paysage	SST	SRPA
2000	64 %	-	-	-	49 %	70 %
2005	69 %	0 %	20 %	-	65 %	87 %
2010	69 %	31 %	40 %	-	71 %	89 %
2017	71 %	88 %	72 %	92 %	77 %	90 %

La participation à ces programmes suit systématiquement une évolution croissante avec des taux de participation très élevés en 2017. On remarque également que la réponse aux nouveaux programmes (telle que la qualité du paysage introduite en 2014) est plus réactive. Cela peut être signe d'une meilleure capacité d'adaptation des exploitations et/ou de l'encadrement tel que le réseau de vulgarisation, etc. à ces programmes mais peut également être signe d'une plus grande dépendance des entreprises agricoles vis-à-vis des paiements directs pour des raisons de durcissement économique.

2.4 SAU et autres activités territoriales

Le territoire agricole de l'Agglomération, outre sa fonction de production agricole, est le support d'une multitude d'autres activités. Les aspects présentés ci-après ont été identifiés d'après l'analyse cartographique des données mises à disposition par le canton et l'agglomération de Delémont.

A partir de cette analyse cartographique, on relève la **densité de parcours à vocation touristique ou sportive**, l'importance de l'espace rural pour la **qualité des eaux**, notamment l'approvisionnement

¹⁰ Structures des PME suisses en 2014 (OFS) et Agriculture suisse/Statistique de poche 2015 (OFS)

en eau potable, la densité **d'éléments naturels à vocation environnementale et paysagère**. Ces éléments renforcent ainsi l'attrait de la région pour son cadre de vie et son potentiel touristique.

À l'étude des données mises à disposition, on constate que les **sites d'anciennes décharges**, dont une partie relevée comme sites pollués, sont passablement présents dans le périmètre étudié.

2.4.1 SAU et itinéraires touristiques

Il ressort de la Figure 8 que ce périmètre est riche en itinéraires touristiques. Ces itinéraires sont complémentaires avec des sites d'activités sportives, des sites culturels et des points de vue ou des éléments naturels remarquables.

2.4.2 SAU et hydrologie

L'espace rural a également vocation d'interface avec l'hydrographie. La qualité de l'eau est importante pour le maintien de la biodiversité et pour l'approvisionnement en eau potable. Le périmètre de l'Agglomération étant relativement dense en population en comparaison du reste du Canton, les sources de captage d'eau sont des éléments essentiels. Or près de **10 % de la SAU se trouvent en zone de protection des eaux**. Enfin, une partie de la SAU est également soumise à des espaces tampons¹¹ vis-à-vis des biotopes ou des cours d'eau. Les espaces réservés aux eaux sont en cours d'évaluation.

2.4.3 SAU et paysage

Comme largement relevé par le projet d'agglomération, le périmètre est riche en éléments naturels qui, associés à la topographie et au réseau hydrologique, lui procurent de hautes valeurs paysagères. Ces structures, associées aux surfaces de promotion de la biodiversité, mises en place par les agriculteurs et au réseau agro-écologique, procurent un soutien environnemental d'importance et complémentaire aux réserves naturelles.

¹¹ Pour l'évaluation spatiale, une zone tampon de 6 mètres a été prise en considération. Cela correspond à la distance minimale (LEaux), des distances supérieures peuvent néanmoins être appliquées.

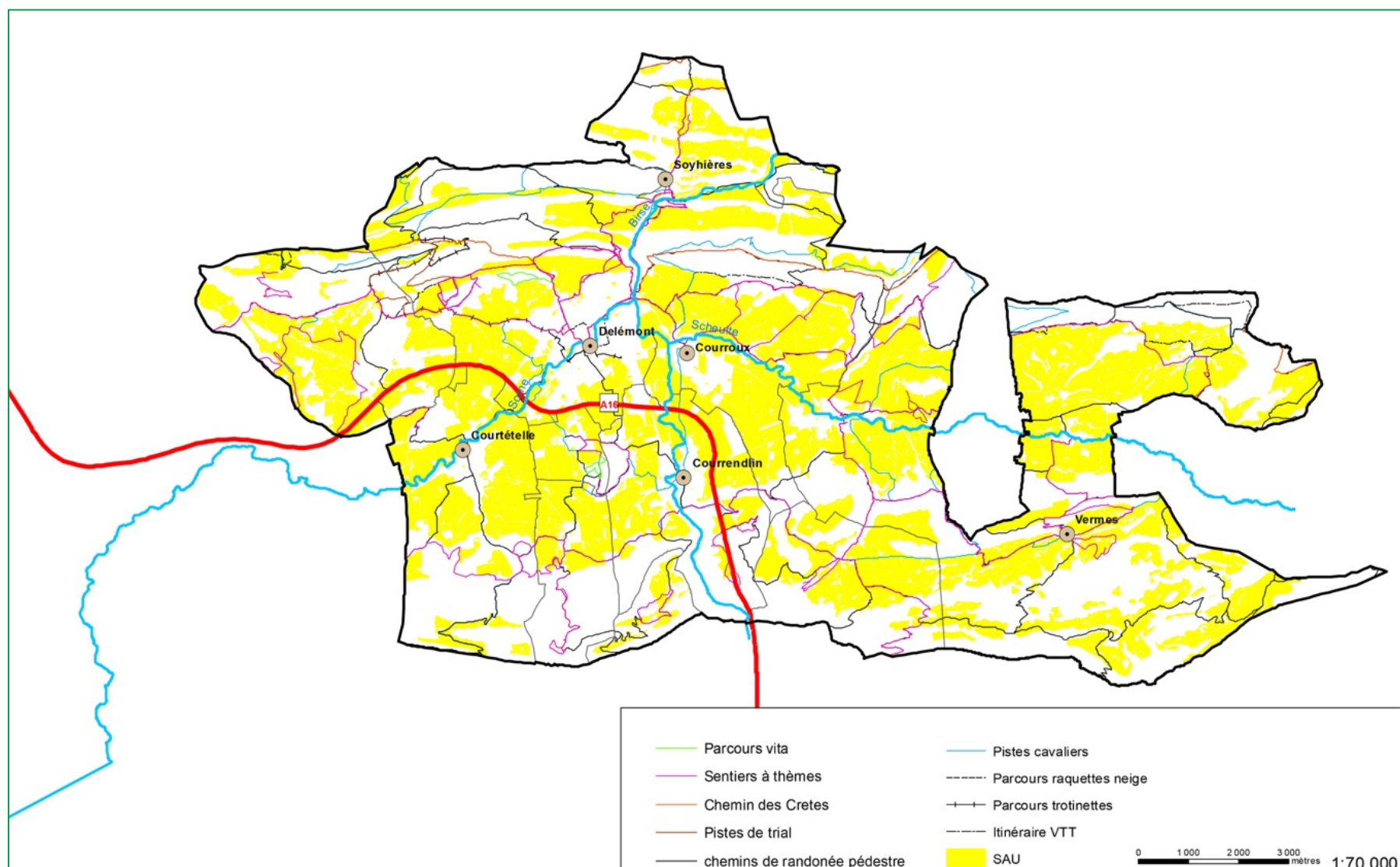


Figure 8. Parcours touristiques [source : SIT-Jura 2017]

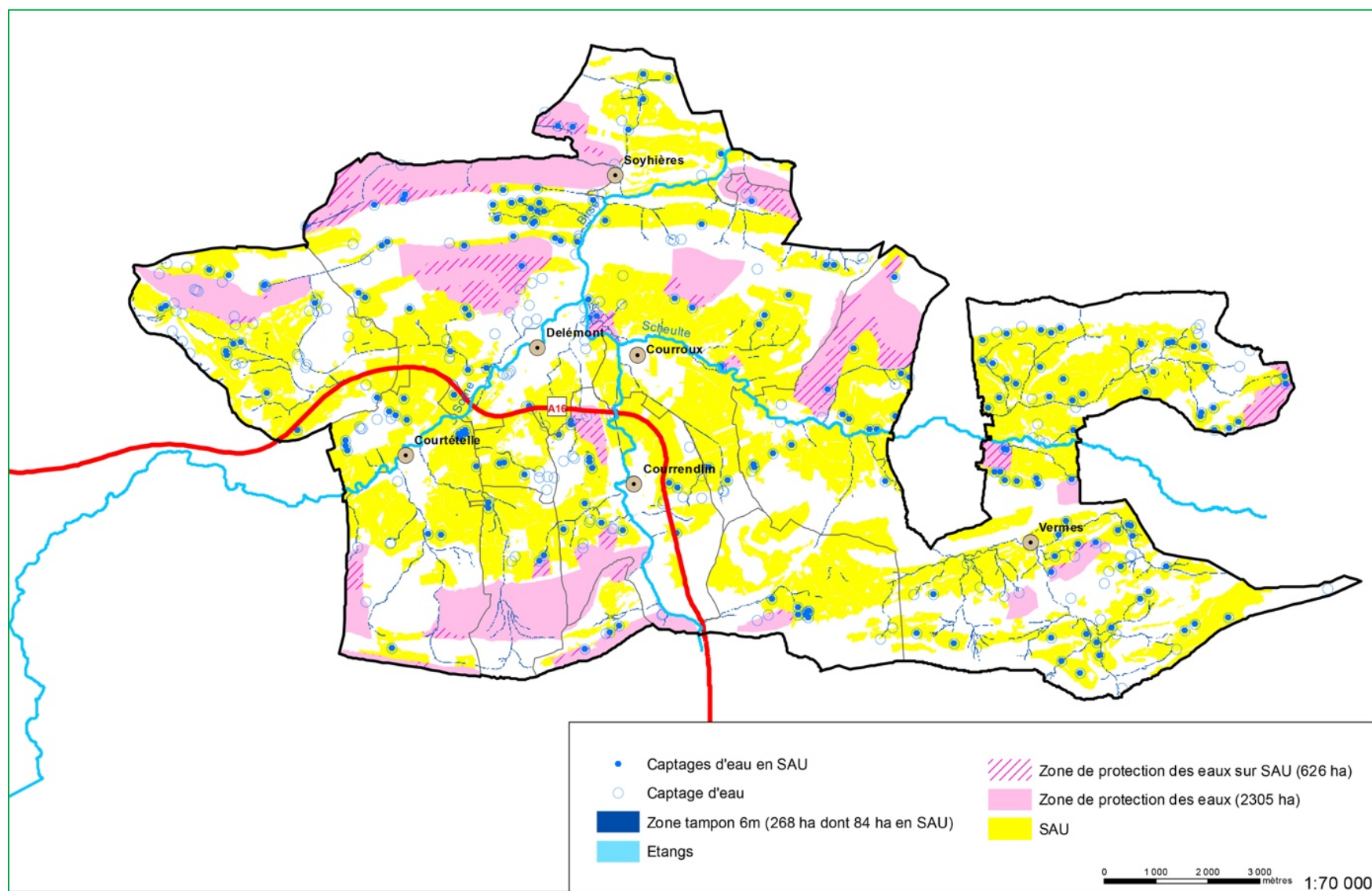


Figure 9. SAU et hydrographie [source : SIT-Jura 2017]

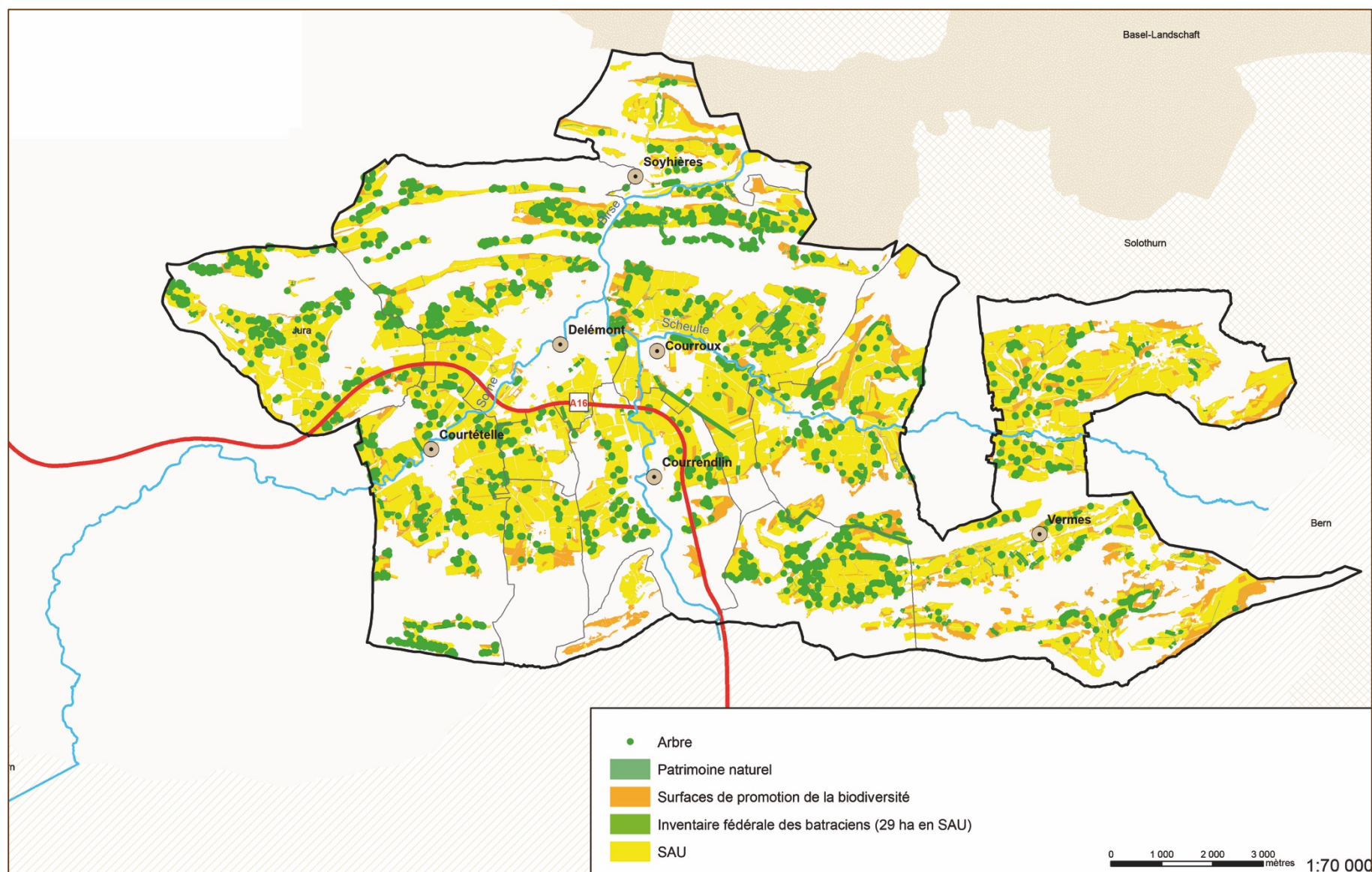


Figure 10. SAU et éléments à caractères naturels et paysagers (source : paiements directs et SIT-Jura 2017)

3 Effets du PA3 et du PDR

Le projet d'Agglomération 3^e génération (PA3), décembre 2016 et le Plan directeur régional de l'Agglomération de Delémont (PDR), décembre 2015¹² constituent des planifications directrices adoptées par les collectivités. L'évaluation ci-dessous est entièrement issue des analyses réalisées par ces deux documents de référence.

Tant le PDR que le PA3 relèvent trois types d'impacts majeurs qui concernent l'exploitation agricole et le développement de l'Agglomération :

1. **Le paysage agricole** (chap. 3.1)
2. **La préservation des terres agricoles** (chap. 3.2)
3. **Les conflits d'usage** (chap. 3.3)

Si l'évolution prévue pour l'Agglomération de Delémont représente des impacts négatifs pour l'agriculture qu'il convient d'encadrer et de minimiser au maximum, des effets positifs et des synergies sont également à prévoir (chap. 3.3.3)

3.1 Le paysage agricole

Le paysage façonné en grande partie par l'agriculture a une importance primordiale pour :

- La qualité de vie des habitants de l'agglomération,
- L'attractivité touristique de la région,
- L'environnement

3.1.1 Qualité de vie

Si la qualité de vie est multidimensionnelle (aspects économiques, sociaux, de confort, d'accès aux services, etc.), le **cadre de vie**, dont le paysage, est un des aspects importants. Il apparaît comme une des caractéristiques fortes de l'Agglomération de Delémont, notamment mis en évidence par le PA3 comme « Campagne d'Agglomération » pour les espaces ruraux et intermédiaires du centre de l'agglomération en tant que « ville à la campagne ».

La qualité de vie est jugée exceptionnelle par le PA3 et le PDR. L'accès au paysage, au délasserment et à des itinéraires sportifs ou de loisirs très variés sont des exemples de particularités et d'offres pour les habitants de l'agglomération. Les structures caractérisant le paysage créent des ceintures vertes autour des localités.

Néanmoins, tant le PDR que le PA3, mettent en évidence un risque d'érosion de ces atouts par une forte dynamique de consommation de sols, par la construction de zones industrielles et artisanales ou de zones de villas, par le mitage du territoire, par des structures urbaines plus floues et peu denses en périphérie de village. La construction d'une maison individuelle en périphérie est actuellement très attractive par rapport à la rénovation d'un ancien bâtiment. D'autre part, les communes « satellites » de Delémont (Courrendlin, Coutételle, Courroux, Develier et Vicques) tirent parti de la proximité de Delémont et montrent une dynamique résidentielle importante avec une tendance à créer un continuum urbain.

¹² Le PDR dans sa version de septembre 2017 est considéré pour certains aspects notifiés dans le texte

L'étalement urbain crée ainsi une pression sur les structures paysagères avec une disparition des vergers hautes tiges et sur les grandes entités agricoles séparant les localités. Or le maintien de ces espaces est jugé primordial pour l'identité de l'agglomération et des villages.

Le PDR comme le PA3 préconisent une utilisation plus rationnelle du sol, l'orientation du développement urbain vers l'intérieur, une adaptation du modèle résidentiel pour les nouveaux habitants et une concentration de l'urbanisation dans les zones bien desservies par les transports publics et les réseaux de mobilités douces.

Enfin, ces documents de planification visent également le développement de la mobilité douce. En effet, les espaces ouverts et la topographie relativement plane de l'agglomération ainsi que la proximité des centres sont des conditions favorables.

3.1.2 Attractivité touristique

Le PDR relève que les paysages de l'Agglomération ne sont pas reconnus par les habitants à la hauteur de paysages plus emblématiques tels que les Franches-Montagne ou le Clos du Doubs mais qu'ils mériteraient d'être mieux valorisés. En effet, ils offrent des lieux d'attrait à proximité immédiate pour les habitants.

Enfin, la valorisation touristique pourrait être source d'une économie locale de service à développer, en particulier en lien avec l'agriculture. L'offre en activités et itinéraires divers est déjà très étoffée mais peu mise en valeur au niveau touristique.

3.1.3 L'environnement

Le cadre de vie est jugé exceptionnel par le PDR et le PA3, et bénéficie d'une identité paysagère et territoriale claire grâce à la topographie de vallée, aux versants boisés et au réseau hydrographique structurant. Or, les structures paysagères que sont les vergers, arbres isolés, haies, bosquets et allées d'arbres situés majoritairement autour du réseau hydrographique ont également une importance pour l'environnement et la biodiversité.

Si le PA3 relève que de nombreux sites naturels mériteraient des statuts de protection il ne présente pas de conflits majeurs avec le réseau écologique national. L'évolution de l'urbanisation et des pratiques agricoles présentent pourtant un risque de pression sur les structures paysagères de l'Agglomération.

3.2 La préservation des terres agricoles

La préservation des terres agricoles est non seulement nécessaire aux entreprises agricoles en place mais également indispensable au maintien des qualités particulières du paysage et de la qualité de vie de l'Agglomération.

Les dispositions fédérales (loi sur l'aménagement du territoire) sont devenues plus restrictives sur le déclassement de surfaces agricoles et encouragent l'urbanisation vers l'intérieur du bâti et la valorisation des friches industrielles. Enfin, la Confédération a confirmé le maintien des quotas de surfaces d'assolement devant être garanties par les Cantons.

Dans le PA3, on retrouve l'évaluation des différents scénarios démographiques à l'horizon 2030, allant :

- d'un scénario haut d'évolution annuel de la population de +1.01% équivalant à + 4'700 habitants,
- d'un scénario bas à moyen d'évolution annuel de la population de +0.54% équivalant à + 2'500 habitants.

L'évolution des emplois suit également différents scénarios à l'horizon 2030 :

- scénario 1 : + 1'700 à 2'700 emploi
- scénario 2 : + 4'500 emplois
- scénario 3 : stabilisation des emplois

Le PDR adopté par le Canton dans sa version de septembre 2017 vise **+ 4'700 habitants et + 2'888 EPT à l'horizon 2030.**

Le potentiel d'accueil dans les zones à bâtir déjà existantes est évalué de 1'878 à 3'946 habitants selon la densité d'habitat auquel s'ajoutent les réserves de friches industrielles, de logements vacants, des bâtiments à réhabiliter, de remobilisation des logements des plus de 75 ans et le potentiel de densification des parcelles bâties. L'Agglomération de Delémont bénéficie en particulier d'une grande disponibilité de surfaces à bâtir dans le territoire de confluence, principalement pour de l'activité.

Outre la préservation des terres agricoles dans la dimension quantitative (perte de surfaces), la dimension qualitative doit également être observée. Il s'agit alors principalement de la fonctionnalité des espaces agricoles : éviter le morcellement d'un espace agricole, la création de parcelles à géométrie peu/pas propice à l'exploitation (p.ex. parcelles en triangle, parcelles en bande) ou des modifications gênantes pour l'exploitation agricole (talus, arborisation avec ombre portée, ...).

3.3 Les conflits d'usage

Le PA3 prévoit le développement fort de la mobilité douce et des transports publics afin de diminuer l'usage des véhicules individuels motorisés. De multiples mesures concernent la création d'aménagement pour les lignes de bus, d'itinéraires « modes doux » et de tracés cyclables.

On peut supposer que le développement des dessertes des bus n'impliquera pas d'emprises supplémentaires sur les terres agricoles, les lignes de bus empruntant des réseaux de routes existantes avec des fréquences plus importantes et/ou des extensions de lignes. Certaines emprises concernent l'aménagement d'arrêts de bus (généralement dans l'espace bâti) ou la création de rebroussements avec des emprises faibles.

La création de nouveaux tracés cyclables et « modes doux » aura par contre des impacts à trois niveaux, soit en termes :

- d'emprises directes sur des terres agricoles ;
- de morcellement de l'espace agricole qui plus est récemment remanié ;
- de hausse d'utilisateurs multiples de tronçons initialement dédiés à du trafic agricole. Les gênes peuvent alors être réciproques : pour l'utilisateur non agricole à cause de salissures des routes, de passage de machines de gros gabarit et/ou de vitesse de déplacement. Pour l'agriculteur, la gêne est d'une part, sécuritaire puisque les usagers multiples impliqueront plus d'attention de

la part du conducteur, d'évitement, plus d'attention pour l'entretien des routes (salissures), et probablement de temps d'attente dû au passage d'autres utilisateurs.

3.3.1 Mobilité douce en SAU

Deux tracés ont été identifiés avec des impacts sur la SAU, le premier à Courrendlin (voir Figure 11), le second au sud de Delémont (voir Figure 12). Ces tracés sont indicatifs à ce stade. Les Figure 12 et Figure 12 montrent l'importance de bien réfléchir à l'itinéraire pour minimiser les impacts. Lors de la réalisation des projets d'infrastructures et de développement urbain, il conviendra d'étudier le tracé définitif afin que les surfaces agricoles restent cultivables, voire de revoir les tracés le long de zones à bâtir existantes afin de diminuer les impacts pour l'exploitation agricole.

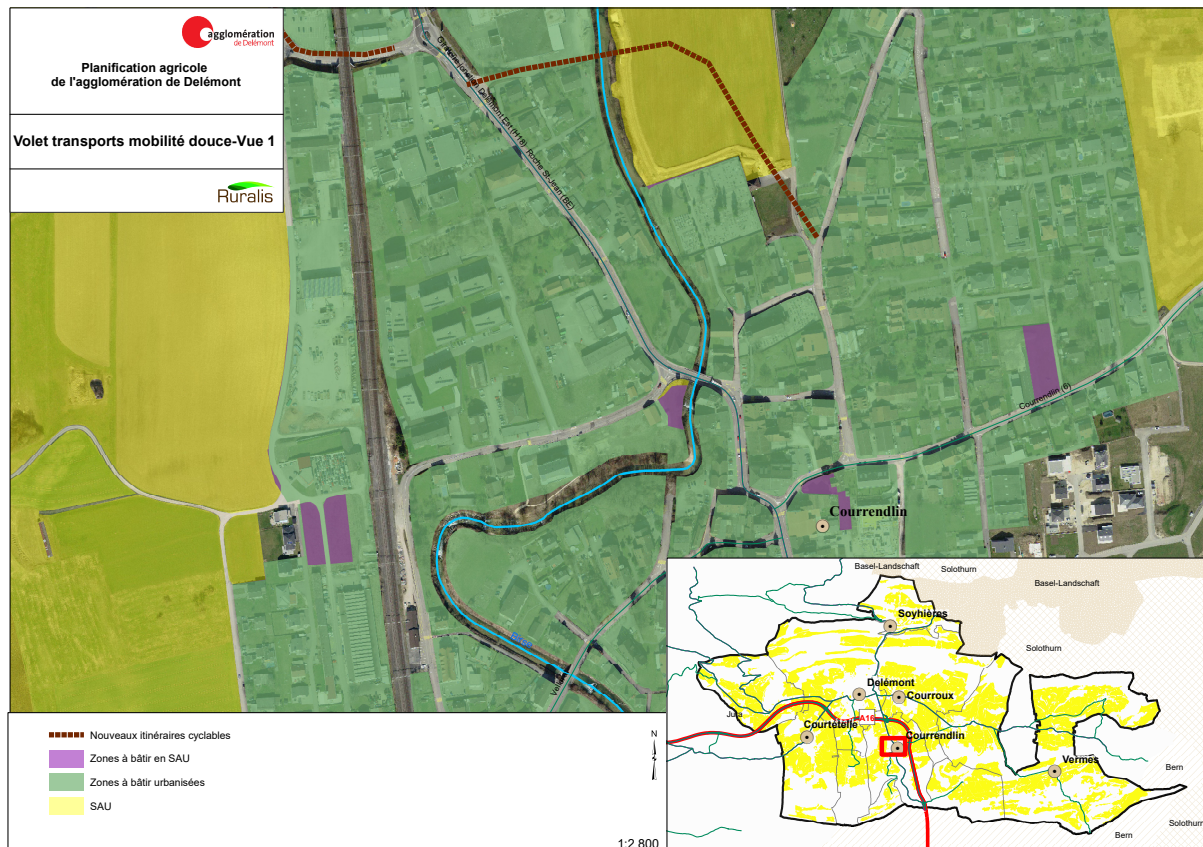


Figure 11 Tracé indicatif pour la mobilité douce sur SAU à Courrendlin

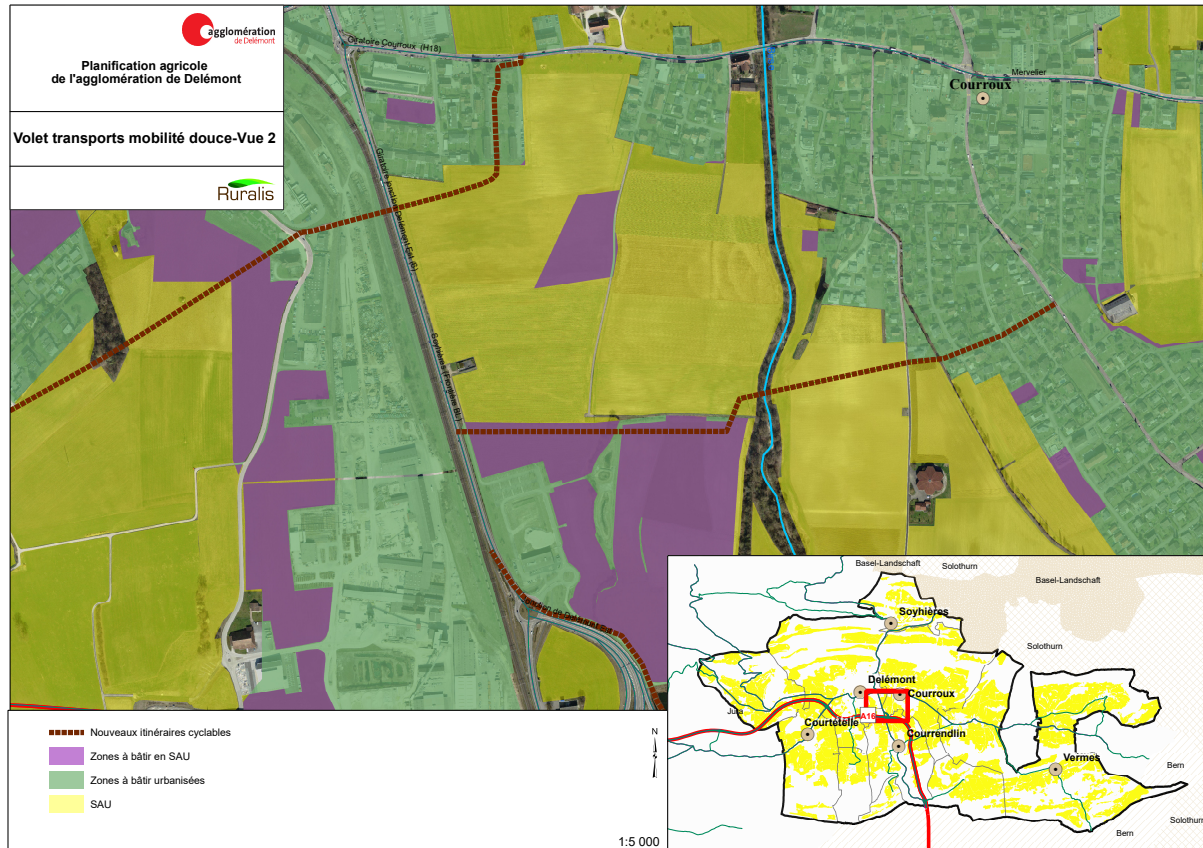


Figure 12 Tracés indicatifs pour la mobilité douce sur SAU au sud de Delémont

3.3.2 Emprises du projet d'agglomération sur la SAU

Sur la base des informations transmises par le projet d'agglomération, 150 hectares de SAU sont actuellement situés en zone à bâtir (voir Figure 2). L'urbanisation de ces surfaces est prévue d'ici 2030 selon l'avancement des projets.

Outre ces surfaces déjà déclassées, d'autres surfaces sont identifiées par le plan directeur cantonal et pourront faire l'objet de projet de déclassements.

La répartition de la croissance démographique de l'agglomération est présentée au Tableau 2. La localisation des futurs déclassements dépendra de différents facteurs tels que l'attractivité et l'avancement des différents projets, leur acceptation par les différentes autorités, les nouvelles planifications (plan directeur cantonal et révision des PAL,...), etc.

La réalisation du projet de route H18 pourra avoir de très fortes incidences sur l'agriculture, d'une part en termes d'emprises mais également de morcellement. Suite à la nouvelle politique adoptée par la Confédération dans le cadre de FORTA, ce tronçon fera partie du réseau national. C'est pourquoi l'étude de tracé et de sa mise en œuvre sera évaluée à partir de 2020. Aucune information supplémentaire n'est donc disponible à ce stade de l'étude.

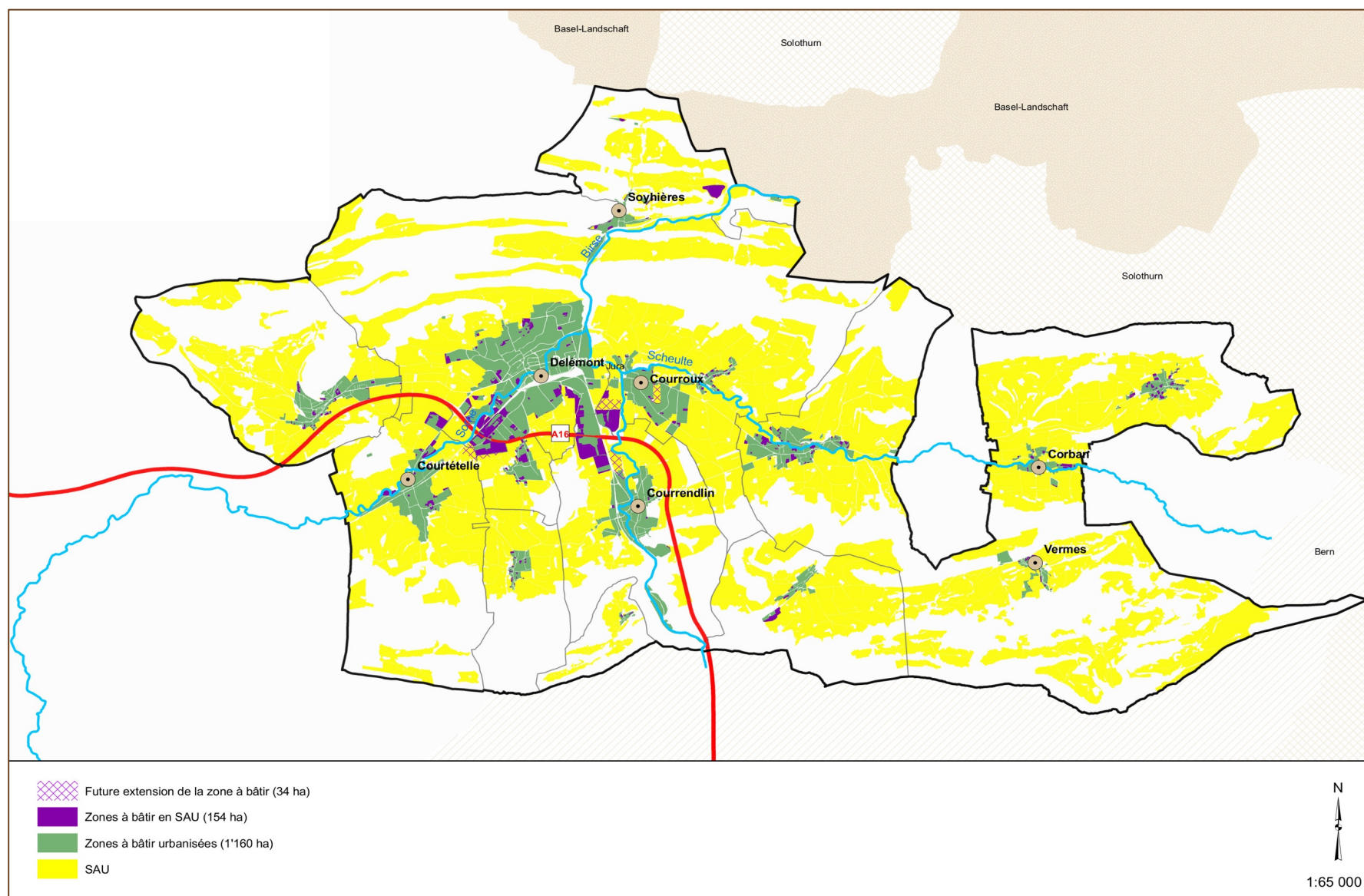


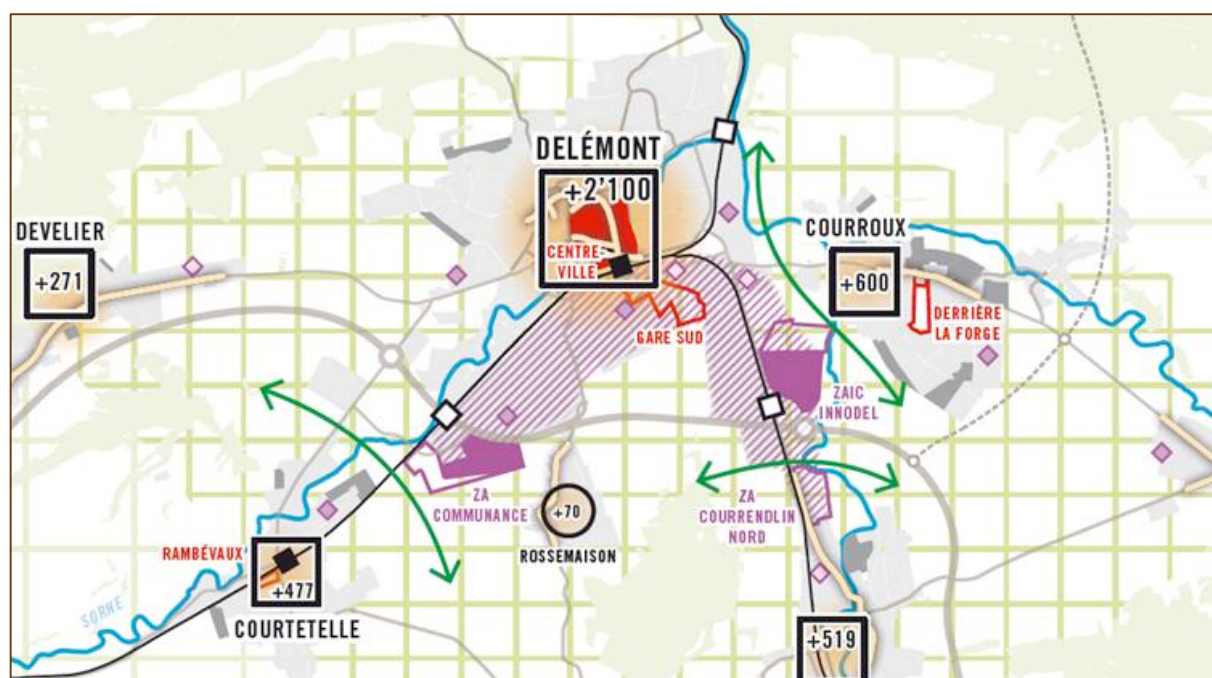
Figure 13 : Situation des zones à bâtir de l'agglomération (données provisoires)

Les emprises supplémentaires sur la zone agricoles dépendent du dynamisme de l'agglomération de Delémont, de la densification du bâti existant et des taux de densité des nouveaux projets de construction.

Tableau 2 : Répartition de l'augmentation de la croissance démographique dans les différents pôles urbains de l'agglomération à l'horizon 2030 [source : PDR, version septembre 2017]

Hierarchie urbaine	Part	Localité	Croissance démographique horizon 2030
Cœur de pôle	45 %	Delémont	2100
Commune satellite d'agglomération	50 %	Courrendlin	519
		Courroux	600
		Courtételle	477
		Develier	271
		Vicques (Val Terbi)	500 ¹
Village satellite d'agglomération	4 %	Châtillon	53
		Rossemaison	70
		Soyhières	56
		Rebeuvelier	45
Village d'agglomération	1 %	Corban (Val Terbi)	- ¹
		Montsevelier (Val Terbi)	- ¹
		Vermes (Val Terbi)	- ¹
		Vellerat	9
		Total	4700

¹ Pour la commune de Val Terbi, l'accroissement démographique attribué à Vicques est à répartir entre les 4 localités de la commune. Vicques, qui se situe plus haut dans la hiérarchie urbaine de l'agglomération, doit bénéficier de la part prépondérante de cet accroissement démographique.



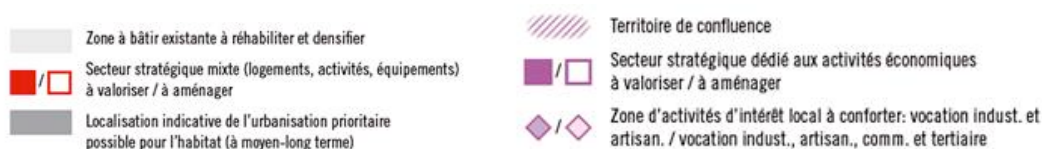


Figure 14 : Secteurs stratégiques mixtes et d'accueil des activités économiques (source : PDR, version septembre 2017)

Concernant la Figure 14, les secteurs stratégiques mixtes (Rambévaux, Gare Sud et Derrière la Forge) peuvent concerner des constructions à prévoir dans les 5 à 10 ans, sachant que le développement se fera progressivement et pourrait se terminer dans 15-20 ans. S'agissant des secteurs stratégiques pour les activités économiques, les zones « à valoriser » (en violet plein) sont déjà en zone à bâtir avec des constructions en cours tandis que les zones « à aménager » (en violet vide) sont des projets à un horizon de 15-20 ans (pas prévues dans le nouveau Plan d'aménagement local de Delémont par exemple, qui a une vision jusqu'en 2030-35). La Communance et Innodel sont prioritaires ; Courrendlin Nord constituant une réserve à la Communance comme l'indique le PDR.¹³

3.3.3 Les effets positifs du projet d'agglo

Le PA3 relève également des effets positifs tels pour le secteur agricole que :

- a. L'accroissement de la population et donc de consommateurs (vente directe, produits du terroir, circuits-courts)
- b. La valorisation du paysage agricole et des structures agro-environnementales
- c. La sensibilisation à l'environnement et à l'agriculture
- d. Le développement d'interactions positives entre les loisirs et l'activité agricoles (agrotourisme, vente directe, diversification agricole)

Le projet de labellisation Cité de l'Energie implique l'apport en énergies renouvelables. Le secteur agricole pourrait y participer (panneaux solaires photovoltaïques, sylviculture et biogaz).

¹³ Source : PDR sept. 2017 et informations du bureau technique de l'agglomération, août 2018



La Grisatte 3, 2825 Courchapoix

T : 021 703 02 61

M : 079 283 26 24

E : catherine.bertone@ruralis.ch

W : www.ruralis.ch